

# LA MONNAIE UNIQUE CONTRE L'EMPLOI ET LE SOCIAL

La marche à la monnaie unique organisée par le Traité de Maastricht se situe dans le cadre de l'exaspération actuelle de la crise systémique, avec l'explosion de la croissance financière et du chômage à l'échelle mondiale et plus particulièrement en Europe.

La révolution informationnelle, utilisée sous domination des critères de rentabilité financière et de la concurrence pour cette rentabilité, pousse ainsi la guerre économique et les ententes pour la domination des peuples et leur surexploitation. Mais on peut s'appuyer sur elle pour exiger, au contraire, une autre utilisation de l'argent, favorisant l'emploi et le développement de tous les êtres humains, de leurs capacités, ainsi que de véritables coopérations intimes de partage des coûts de recherche, des pouvoirs de contrôle de l'argent, pour les travailleurs et les peuples.

Cela passe par le rejet de la monnaie unique et une tout autre construction européenne, avec notamment la promotion d'une monnaie commune, favorisant une autre utilisation en coopération des monnaies nationales\*.

## OU UNE ALTERNATIVE DE COOPERATION MONETAIRE POUR LES PEUPLES

**1** On prétend que la monnaie unique permettrait une monnaie forte et stable pour tous les pays européens.

*En réalité, la monnaie unique renforcerait considérablement les placements financiers contre les salaires, contre l'emploi, ainsi que la rentabilité financière contre les travailleurs.*

□ Il ne faut pas confondre monnaie forte, monnaie stable et taux de change élevé. Le taux de change élevé d'un mark signifie qu'il s'échange contre beaucoup de devises non allemandes. On veut que le franc colle au mark pour avoir un taux de change élevé et faciliter ainsi les placements financiers à l'extérieur, voire les achats d'entreprises. La monnaie unique, ce serait la fusion avec le mark et un taux de change élevé pour les placements, contre l'emploi. Le collage au mark n'a pas mis le franc à l'abri des crises. Gonflé, il est fragilisé et il peut subir des attaques spéculant sur sa baisse. □

□ Des taux d'intérêt élevés doivent garantir ce haut niveau de change. Ils favorisent l'attraction des capitaux, leur demande de la monnaie qui sert ces taux d'intérêt, relevant son taux de change. Cela facilite les réexportations de capitaux en placements financier, mais on baisse l'emploi et les salaires pour payer ces taux d'intérêt accrus. Et on développe les placements financiers au détriment d'investissements réels favorisant l'emploi □.

□ Cela produit un type d'utilisation des nouvelles technologies et des répartitions européennes des productions

contre l'emploi. On va surtout faire des investissements pour remplacer des travailleurs, sans produire beaucoup plus, au lieu d'investissements de croissance, afin de payer les charges financières et de rivaliser avec la rentabilité des placements. La monnaie unique renforcerait encore les effets nocifs de ce collage au mark. □

□ Les nouvelles technologies de la révolution informationnelle poussent à des coopérations plus intimes au plan national et au plan international. Au plan européen, les complémentarités accrues des productions exigent une certaine stabilité des relations monétaires. Mais l'objectif de monnaie unique favorise des complémentarités de surexploitation contre l'emploi et des subordinations de certains pays à d'autres comme l'Allemagne.

D'où, en contradiction avec cette stabilité alléguée, des concurrences aggravées et une instabilité accrue, ainsi que la fragilisation vis-à-vis de dominations extérieures comme celles des Etats-Unis ou du Japon. □

**2** On prétend que la monnaie unique serait une arme contre la spéculation.

*En réalité, la monnaie unique tendrait à amplifier la spéculation avec le dollar et le yen — sans parler des autres monnaies européennes —, la croissance financière et la guerre économique.*

\* Nous reprenons ici l'entretien accordé à *l'Humanité* du 6 mars par Paul Boccarda qu'il a augmenté de développements nouveaux.

□ Si la monnaie unique était réalisée, ni le dollar ni le yen ne seraient supprimés, pas plus qu'un grand nombre d'autres monnaies. La spéculation serait aggravée par la capacité accrue de la monnaie unique d'entrer en concurrence, tout en pouvant être fragilisée par sa base hétérogène. La réalisation à quelques-uns d'abord d'une monnaie unique renforcerait la spéculation et les dévaluations agressives des autres monnaies européennes. Les antagonismes entre pays européens et notamment avec ceux du sud de l'Europe sont considérablement renforcés par la marche à la monnaie unique. Cela est confirmé par la menace d'une conditionnalité aggravée et d'une réduction des attributions de Fonds européens aux pays en difficultés. □

□ Déjà les dévaluations de la livre, de la lire, de la peseta, etc., dès 1992, dans le contexte de la marche à la monnaie unique ont exprimé :

— le besoin de secouer le carcan de l'alignement des monnaies européennes sur le mark, ce qui a favorisé une croissance et des emplois supérieurs dans les pays ayant dévalué ;

— les modalités agressives de cette amélioration très relative de croissance : on cherche à répondre à des dominations par des contre-dominations, à l'opposé d'une coopération de co-développement qu'il serait possible d'organiser, à partir des monnaies nationales et d'une autre utilisation de l'argent pour les êtres humains. □

□ Au contraire, un des buts avoués de la monnaie unique, c'est de stimuler les places financières, le marché financier, donc la spéculation en Europe : avec la rivalité entre la City, les places allemandes, Paris, et aussi pour mener la guerre aux places de Tokyo ou de New York...

### **3 On prétend que la monnaie unique serait un atout vis-à-vis de la mondialisation.**

*En réalité, contre la mondialisation actuelle de guerre économique, il faut une mondialisation de coopération pour les peuples et, pour cela, commencer à coopérer entre monnaies européennes. Mais la monnaie unique vise à plus de puissance pour pousser la guerre économique.*

□ Le mouvement social, en imposant de premiers reculs, a montré qu'il y a des marges de manœuvre nationales. Ces reculs et ces marges peuvent se généraliser avec des luttes convergentes des peuples. □

□ La circulation mondiale, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, est le aït des capitaux financiers. Déjà, les capitaux réels, les machines, ne se déplacent pas de la même façon. Les hommes encore moins, on ne peut pas les balader comme ça. Or, ce sont eux la vraie économie réelle. Il faut, pour une croissance réelle importante, développer les hommes partout et, pour cela, il faut des contrôles, des sens interdits, des arrêts obligatoires, des garages, pour la circulation financière comme pour toute circulation.

Il est vital pour tous les peuples de briser la folie des flux mondiaux accélérés de l'argent pour l'argent. Ils développent dans le monde non seulement le chômage, la surex-

ploitation, mais la précarité, les antagonismes et les désordres ainsi que le freinage de la croissance réelle mondiale elle-même, contre les besoins des peuples. □

□ La volonté de puissance de la monnaie unique européenne ne vise pas à défendre les peuples européens, ni à faire reculer les agressions de la guerre économique et des concertations précaires de domination.

Elle tend à mettre tous les peuples d'Europe occidentale à la remorque de la stratégie, d'inspiration allemande, d'austérité et de surexploitation, pour un taux de change élevé en faveur des capitaux, de leurs placements et de leur rentabilité financière, afin de rivaliser avec les États-Unis et le dollar dans la domination mondiale, notamment vers l'Europe de l'Est et les PVD du Sud. Si certains commencent à admettre la surévaluation, relativement au dollar, du deutsche-mark et du franc, on ne sort pas pour autant d'une logique de croissance financière et de guerre économique.

On veut capter les aspirations à l'union et à la promotion de l'Europe pour réduire, et même démanteler, les conquêtes sociales européennes afin de faire prédominer l'expansion multinationale des capitaux financiers européens. □

### **4 On prétend que la monnaie unique permettrait de baisser les taux d'intérêt et serait donc un élément de croissance.**

*En réalité, la monnaie unique et la marche vers la monnaie unique tendent à relever les taux d'intérêt et à agir ainsi contre la croissance réelle.*

□ En ce moment, même si l'on baisse les taux d'intérêt à court terme, ils baissent très peu par rapport à la croissance réelle qui est davantage abaissée, sans compter le relèvement des taux à long terme. □

□ L'Allemagne supporte plus facilement que la France des taux d'intérêt élevés. En France — actuellement — les banques jouent au plan mondial pour leur propre rentabilité financière et leurs spéculations dangereuses, sans se soucier beaucoup de l'industrie française qui est ainsi plus dépendante du marché financier. L'industrie allemande est plus liée aux banques qui l'avantagent. □

□ La croissance de la masse des salaires avait permis, avec le plein emploi, l'importance des dépôts des salariés dans les banques, en compte-chèques ne réclamant pas de rémunération et donc des taux d'intérêt bas. De nos jours, l'attaque contre les salaires et l'encouragement aux placements financiers des cadres constituent une base fondamentale des taux d'intérêt élevés. □

□ On dit : « On va lutter contre la hausse des taux d'intérêt en luttant contre le déficit budgétaire pour réduire les emprunts de l'Etat ». Mais on oublie que les hauts taux d'intérêt sont liés à l'attaque contre les salaires. On oublie les demandes des groupes pour leurs placements financiers. Et, pour l'Etat, la diminution du déficit budgétaire

par la compression des dépenses sociales, abaisse la demande, la qualification, donc la croissance réelle et donc les recettes fiscales. Cela pousse de nouveau à des déficits, à des endettements et à une hausse des taux d'intérêt. Au contraire, certains déficits provisoires peuvent relancer la demande sociale, la croissance et les recettes, et diminuer finalement les déficits. Mais cela s'opposerait aux critères de convergence de Maastricht. □

## 5 Les critères de convergence du Traité de Maastricht, qu'est-ce que c'est ?

*Ces critères de convergence veulent préparer la monnaie unique. Leur but, c'est un taux de change élevé des monnaies européennes, une monnaie unique alignée sur le mark, favorisant les placements financiers et un type de stratégie de domination mondiale fondé sur une monnaie à taux de change élevé et la compression des coûts sociaux. D'où leur incitation à un type de lutte contre l'inflation (qui diminue les taux de change) passant par la réduction des salaires et des dépenses sociales, et non par la réduction des gâchis financiers.*

□ Le premier critère concerne le déficit public. Il ne devrait pas dépasser 3 % du produit intérieur brut. Il justifie toutes les compressions de dépenses sociales, tendant à réduire encore la croissance réelle et l'emploi. □

□ Le deuxième critère concerne l'endettement public qui ne devrait pas dépasser 60 % du produit intérieur brut. Il va dans le même sens que le premier. □

□ Le troisième critère concerne les taux de change des monnaies européennes. Ils doivent, pendant un certain nombre d'années, rester dans des marges très étroites. C'est surtout le collage au deutsche-mark qui est recherché. □

□ Le quatrième critère concerne les taux d'inflation, en privilégiant l'attaque contre les salaires, les dépenses sociales. La baisse de l'inflation globale apparente conjugue les maux de l'inflation financière et de la déflation salariale. □

□ Le cinquième critère concerne les taux d'intérêt à long terme et l'écart maximal de 2 % entre eux. Cela renforce les taux excessifs actuels. □

## 6 On prétend que la monnaie unique favoriserait les débouchés avec le marché unique, et donc la croissance et l'emploi

*En réalité, les déficits de la balance commerciale et des paiements ne disparaîtraient pas. Ce qui serait supprimé, ce serait les moyens monétaires nationaux de lutte contre eux. Et l'adaptation se ferait principalement par la réduction des emplois et des salaires.*

□ On dit qu'avec la monnaie unique, le déficit de la balance commerciale et celui de l'ensemble de la balance des paiements (comprenant en outre les mouvements des capitaux) n'auraient plus de conséquences. En fait, s'il y avait monnaie unique, il n'y aurait pas de conséquences pour la monnaie, mais le déficit subsisterait. Avec un déficit commercial comme celui de la France vis-à-vis de l'Allemagne, la France lui achèterait toujours plus qu'elle ne

lui vend. Mais, ne pouvant agir sur sa monnaie, elle agirait principalement contre l'emploi et les salaires en favorisant la croissance financière.

De façon classique, on pouvait baisser les taux de change pour favoriser les exportations et diminuer les importations. On n'en aurait plus le droit. On ne pourrait pas non plus baisser les taux d'intérêt de façon différentielle pour stimuler la croissance, ou avoir une politique budgétaire de relance différentielle de la production. □

□ L'ajustement se ferait principalement contre les salaires, les emplois et les dépenses sociales. Déjà, dans les pays qui ont de grands contrastes internes en ayant la même monnaie, comme l'Italie — entre le Sud et le Nord — cela a donné l'émigration du Sud. Aux États-Unis, on a aussi des mouvements migratoires considérables. Mais, allez demander aux dockers de Marseille d'aller travailler à Hambourg et ensuite à Rotterdam ! Ils resteraient surtout chômeurs. Il y aurait aussi baisse des salaires et mise en concurrence par la surexploitation, y compris contre les travailleurs allemands. □

□ Une autre possibilité serait, en cas de déficit maintenu sans que l'on puisse agir sur la monnaie, des prises de contrôle par des capitaux extérieurs qui se paieraient de cette manière, renforçant les dominations. □

□ Le marché unique avec la diversité profonde des conditions nationales a favorisé les échanges pour la rentabilité commerciale et financière contre les emplois. Ainsi, la balance commerciale française devenue positive, dont on se vante, va de pair avec un chômage accru. En effet, on importe plus facilement au détriment de l'emploi national (notamment d'Allemagne, avec qui nous avons une balance négative) grâce au franc au taux de change élevé. Et on réexporte, en incorporant soit les composants soit les amortissements des machines importées dans les produits exportés et en ajoutant des marges profitables. Les incitations fiscales et du crédit semblent avoir joué fortement en faveur de ce type de balance positive contre l'emploi. La monnaie unique pourrait favoriser de telles balances positives mais contre l'emploi dans toute l'Union européenne vis-à-vis du reste du monde. □

## 7 Certains prétendent, à propos du Traité de Maastricht, qu'il suffirait de l'amender, soit avec des aménagements des critères de convergence, soit avec des additions de clauses sociales.

*En réalité, face à la montée des difficultés et à la prise de conscience du mouvement social, on prétend vouloir amender, assouplir, faire des ajouts. C'est mettre de la pommade pour faire accepter et faire passer l'essentiel.*

□ Certains disent : « Il faut des délais car la conjoncture est déprimée et la marche vers la monnaie unique réduit la demande contre l'emploi ». C'est un aveu. Mais ce serait reculer pour mieux sauter. □

□ D'autres disent : « Il faut assouplir les critères ». Par exemple, pour le déficit public en pourcentage du produit intérieur brut, permettre plus que 3 %. En fait, nous sommes déjà à 5 % ou 6 % en France. C'est le double et nous souffrons terriblement. □

D'autres préfèrent dire : « Ne changeons ni les délais, ni les critères. Si on commence à modifier on va déstabiliser l'opinion ... ». Mais, comme Jacques Delors ou le PS, ou comme Philippe Séguin et d'autres à droite, on parle d'ajouter des clauses pour l'emploi et le social. C'est comme si on voulait ajouter une couche de beurre sur le feu ! Si on ne met pas en cause la monnaie unique, des clauses « emploi » ou « social » sont des illusions.

On dit aussi : « Renforçons la construction politique pour une politique économique forte accompagnant ... la monnaie unique ». En réalité, un contrôle politique pour une politique économique face à la future banque centrale européenne, c'est une illusion du point de vue d'une politique favorisant les travailleurs. La monnaie unique et ses contraintes encadreraient toute la politique économique.

On dit encore : « Faisons d'abord des rapprochements à quelques pays ». Cela tend à l'extension de la zone mark, qui existe déjà avec les Pays-Bas ou l'Autriche. On voudrait y inclure la France et accroître les pressions sur les autres pays européens.

La crainte de véritables exigences et de conditions impératives concernant l'emploi et le social, à propos de l'organisation monétaire européenne, notamment du côté des dirigeants du PS, à l'opposé de simples déclarations d'intention, suggère que la mise en avant de priorités d'emplois et de dépenses sociales ainsi que de contrôle politique à cette fin peut être utilisée pour une mise en cause de la monnaie unique elle-même.

Cela pourrait poser les questions d'une autre utilisation de l'argent pour les êtres humains et non pour faire plus d'argent, favorisant une alternative de coopération véritable de co-développement.

Des patrons, notamment de PME, peuvent souffrir des taux de change élevés à l'exportation et des charges financières ou des désordres spéculatifs de la croissance financière et rejoindre l'opposition à la monnaie unique. Contre elle peut se développer le rassemblement de tous les salariés (les cadres menacés par le chômage, les baisses de salaires et de prestations sociales, délaissant l'attraction des placements financiers pour préconiser leur taxation) et de tous ceux qui veulent développer la croissance réelle avec les ressources humaines.

Pour une réforme audacieuse, nous opposons à l'Euro — ainsi que l'on a décidé d'appeler la monnaie unique — le développement d'un « autre Ecu » (comme dit le programme adopté par la PCF à son 28<sup>e</sup> Congrès) ; l'Ecu étant déjà une monnaie commune définie par les monnaies nationales.

## **8** Que serait cette monnaie commune nouvelle ? Comment permettrait-elle une autre utilisation de l'argent ? En quoi est-elle différente de la monnaie unique ?

*En réalité monnaie unique et monnaie commune, c'est le jour et la nuit. Monnaie unique signifie suppression des monnaies nationales. La monnaie commune, ou un instrument monétaire commun, ou un autre Ecu, serait défini à partir des monnaies nationales, pour que celles-ci puissent jouer, en coopération, un rôle nouveau.*

L'Ecu actuel est un panier de monnaies ou un cocktail avec certaines doses des différentes monnaies nationales européennes. Mais le poids du mark y est excessif — le tiers — et la zone mark majoritaire. Nous voulons un panier sans domination. Il définirait ce que l'on peut appeler « l'Ecu courant ». Nous proposons de créer, à son côté, un « Ecu réel de référence ». Pour le moment, la référence, c'est un peu l'or mais surtout le dollar, et cela persisterait avec l'Euro.

L'Ecu réel de référence est défini par l'Ecu « panier de monnaies » et son pouvoir d'achat constant — hors inflation — à partir d'une certaine date, en produit réel brut européen. Ce serait une référence, par rapport à l'inflation et aux mouvements réels entre pays, autre que le dollar. Y compris pour des changements éventuels des taux des monnaies nationales européennes, car nous voulons des taux de change stables, mais pas obligatoirement inchangés.

Un tout nouveau Fonds monétaire européen de coopération permettrait des droits de tirage, en monnaie commune, des différentes banques nationales participantes. En vue d'un soutien de l'emploi et de la production nationale, une banque centrale participante pourrait ainsi soit obtenir des devises européennes, soit directement utiliser de la monnaie commune pour la prêter.

## **9** Comment cette coopération monétaire pourrait-elle favoriser une autre utilisation nationale de l'argent ?

*Cette coopération peut fournir des soutiens à partir de la monnaie commune pour des utilisations différenciées des monnaies nationales, en fonction de buts d'emploi et de croissance réelle à partir des ressources humaines.*

Actuellement, il y a une certaine coopération à partir de l'Ecu et du système monétaire européen, avec des prêts à court terme entre banques centrales à bas taux. Mais c'est pour maintenir des taux de change élevés pour la croissance financière contre l'emploi, et il y a des emprunts à long terme très coûteux. Nous voulons une coopération non coûteuse pour de tout autres objectifs.

Nous voulons abaisser les charges financières pour l'emploi et les dépenses sociales, en luttant ensemble contre les marchés financiers. La France agirait pour relever fortement la taxation des revenus financiers, pour la taxation des sorties excessives de capitaux, et pour l'institution de Fonds nationaux de coopérations pour l'emploi, la formation, la recherche, les productions réelles. On chercherait à généraliser ces mesures dans l'Union européenne en luttant ensemble contre ceux qui essaieraient de s'y opposer et de spéculer.

Des charges financières, très basses, à taux zéro, voire négatives — des subventions — sur des prêts importants dans tel pays, telle région, peuvent y favoriser l'emploi et une vie meilleure. Mais il faut également des aides en copération pour cela. La monnaie nationale permettrait traditionnellement de protéger les capitaux nationaux et, par conséquent, secondairement et éventuellement l'emploi. Mais aujourd'hui le système monétaire européen agit pour

le capital financier contre l'emploi. Quant à nous, nous voulons une autre utilisation de l'argent, en priorité pour l'emploi et les besoins des êtres humains avec secondairement, les capitaux réels nécessaires. « Vivre et travailler au pays » c'est ce qu'il y a de plus moderne avec la révolution informationnelle. C'est développer les êtres humains là où ils sont : l'emploi, l'éducation, la formation, les partages de recherche. □

□ Un déficit des paiements, par exemple de la France vis-à-vis de l'Allemagne, ne devrait plus entraîner la compression de l'emploi dans telle région, telle branche, tel établissement, par incapacité de payer ses dettes et les charges financières. Au contraire, des droits de tirages en monnaie commune, en partie non remboursables ou à rembourser à long terme sans intérêts, permettraient des soutiens pour maintenir l'emploi en relevant la productivité, grâce à l'utilisation accrue des recherches et de la formation. □

□ Des droits de tirage en monnaie commune, non remboursables, par les Banques centrales nationales participantes, conditionnés par des programmes d'emplois efficaces, équivaldraient à une création monétaire commune. Cette création monétaire favoriserait une politique européenne d'expansion de la croissance réelle, de l'emploi et des ressources humaines, en faveur d'objectifs de développement commun et de coopération, notamment pour les recherches. Son caractère non inflationniste proviendrait de l'efficacité d'un emploi productif suffisant, appuyé sur des opérations massives de formation, de partage des coûts de recherche et de leurs applications, des économies de moyens matériels et financiers et non sur la sur-compression des emplois et des activités.

Les excédents commerciaux de tel pays européen participant — au lieu de permettre des prêts coûteux, des placements financiers, des achats d'entreprises pour dominer — seraient mobilisés par les crédits et les créations monétaires communes, en favorisant la croissance réelle de l'ensemble et de tous. □

□ La coopération européenne aiderait à développer tel pays, telle région et son emploi. On favoriserait le partage des recherches européennes, pour diminuer les coûts matériels et financiers, au lieu de déplacer les travailleurs ou de les mettre au chômage, avec de nouveaux critères d'efficacité sociale des fonds, de nouveaux pouvoirs d'intervention des travailleurs et des populations. Actuellement, le collage des monnaies et l'Ecu sont utilisés, comme le ferait la monnaie unique, pour favoriser les placements et les implantations de capitaux mettant en concurrence les travailleurs européens. Il y a des programmes de recherche européens, mais ils sont gâchés par d'énormes concurrences entre groupes européens et leurs rivalités dans les placements financiers et la baisse des coûts salariaux, y compris par des alliances avec des japonais ou des américains, contre d'autres européens. □

## 10 Comment cette coopération monétaire, financière et réelle en Europe pourrait-elle contribuer à une autre mondialisation ?

*Du point de vue de la mondialisation, une autre coopéra-*

*tion européenne fondée sur d'autres utilisations des monnaies nationales pour les êtres humains, dans le cadre d'une union de coopération et non d'une unicité de domination pour la rentabilité financière, pourrait contribuer à un autre type de relations pour le codéveloppement. La nouvelle coopération monétaire et financière européenne pourrait s'insérer dans une refonte de tout le système monétaire et financier international, pour des financements et un commerce de codéveloppement de tous les peuples, et non de guerre économique.*

□ Au plan monétaire, cela concernerait, d'une part, une transformation profonde (de dépassement) du FMI et, d'autre part, la suppression graduelle du rôle de monnaie de réserve mondiale et de règlement international du dollar.

Il ne s'agit pas de chercher à rivaliser avec le dollar dans le rôle de monnaie de réserve et de règlement pour la domination mondiale, au moyen du deutsche-mark ou de l'Euro (comme auparavant de la livre et du franc), ou au moyen du yen. Au contraire, il faudrait graduellement supprimer le rôle privilégié de monnaie de réserve et de règlement mondial de toute monnaie nationale ou zonale.

Les actuels droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI peuvent être développés et transformés comme un instrument monétaire fondé sur les monnaies nationales participant au Fonds, avec également un DTS courant (à la composition changée) et un DTS constant, fondé sur un pouvoir d'achat d'un même volume de produit mondial.

Le nouveau Fonds monétaire international, ainsi détaché de la référence à l'or ou au dollar, articulerait à une coopération interzonale, la coopération internationale mondiale, en favorisant partout le développement des êtres humains. □

□ Au plan financier, il conviendrait en liaison avec les réformes monétaires, d'une part, de transformer profondément la Banque mondiale et les Banques de développement et, d'autre part, de faire reculer considérablement les dominations du marché financier, des grandes banques privées et des grands Fonds de placement.

Cela supposerait des taxations des flux financiers internationaux (allant dans le sens de la proposition de James Tobin de taxation de 0,5% des flux internationaux des devises), ainsi que sans doute des opérations de conversion des endettements publics et de transformation en prêts obligatoires nouveaux, réduisant fortement les charges financières.

Des critères nouveaux d'allocation des fonds internationaux, en liaison avec des crédits monétaires internationaux, visant l'emploi, les ressources humaines et l'efficacité sociale en coopération, pourraient avancer.

Cela se ferait en relation avec des Fonds nationaux et zonaux de coopération pour l'expansion des ressources humaines et des productions réelles, de façon à décentraliser la gestion et à faire contrôler par les peuples les financements internationaux concertés, pour le développement de tous en coopération. ■

**Paul Boccara**